

SOMMAIRE

- Editorial 1
- Réunion de la CEC à Rome 2
- Conférence CEC- Eurocadres sur la RSE 3
- Promouvoir le leadership chez les femmes 4
- Nos membres 5-6

ÉDITORIAL

À l'heure où je rédige cet éditorial, le monde autour de moi est très animé par les discussions sur l'attaque terrible à la démocratie et la liberté de la presse en France et plein d'indignation. Beaucoup d'entre nous partagent un profond sentiment de pessimisme sur la direction que prend le monde, et sur la façon de ramener une société stable et pleine d'espoir, dans laquelle nous voulons tous vivre.

L'attaque en France est l'un des nombreux actes de terrorisme dans le monde de ces dernières années et il est parfois difficile de voir comment nous, en tant que CEC, et nos organisations membres, pouvons contribuer lorsque la violence et la haine semblent avoir pris le dessus.

Et encore, même si cela peut paraître une faible réaction dans un jour comme ça, je pense que notre réponse aux actions terroristes et la recrudescence de la violence est de ne pas lâcher le dialogue, et de continuer à parler au lieu de combattre.

L'arène de la CEC est le dialogue social, qui contribue à définir les conditions en milieu de travail de plusieurs millions de personnes en Europe. La Commission européenne nouvellement élue a déclaré son intention de relancer le dialogue social et d'insuffler une nouvelle vie à l'échange entre les partenaires sociaux. Cette ambition est la bienvenue et peut, si remplie, être une façon de contribuer à rétablir une société ouverte et transparente.

Pour la CEC et pour les cadres, le dialogue social revêt plus d'un aspect. Bien sûr, nous voulons que les cadres aient de bonnes conditions de travail et une vie professionnelle saine et sécurisée dans leur rôle en tant que salariés. Mais nous savons aussi que la présence d'un dialogue social efficace et transparent basé sur la confiance entre les employeurs et les employés aidera les cadres à exercer leurs fonctions et atteindre leurs objectifs pour l'entreprise. Le manque de confiance et l'intolérance mèneront

à une participation et une efficacité moindres des entreprises. Aucun cadre ne peut exercer une pleine responsabilité et faire un bon travail quand il y a des combats et des conflits en cours dans le lieu de travail ou au niveau de la société.

Au cœur de l'agitation sociale et de la violence, il y a toujours un problème de personnes n'ayant pas d'emplois et n'ayant pas d'espoir pour l'avenir. Avec le soutien d'un dialogue social bien développé à tous les niveaux, les cadres peuvent aider à créer des lieux de travail qui accueillent la diversité et en même temps contribuer à la mise en place d'entreprises compétitives, avec plus d'opportunités d'emploi.

En tant que CEC, nous condamnons fermement les attaques contre la société ouverte, libre et démocratique, et nous savons que tous nos membres nationaux et leurs organisations affiliées se sont engagées, eux aussi, à maintenir un dialogue vivant et à lutter contre la violence.



Annika Elias
Présidente de la CEC European
Managers

Les cadres européens et la crise : table ronde de la CEC European Managers à Rome



Le 10 octobre dernier à Rome, à l'occasion du Comité directeur de la CEC European Managers, les représentants des organisations membres de la CEC se sont réunis lors d'une table ronde pour discuter de la crise et de l'approche des cadres pour y faire face. Une quarantaine de participants, dont des journalistes, des politiciens et d'autres représentants de la société civile se sont retrouvés pour échanger leurs opinions sur les principales causes de la crise économique et sociale actuelle, mais aussi pour discuter des solutions qui pourraient être mises en place pour en sortir. La table ronde a été l'occasion d'accueillir et de saluer deux amis de la CEC European Managers, l'ancien président de la CEC, M. Maurizio Angelo, et l'ancien président de la CIDA, M. Giorgio Corradini, qui ont contribué dans leurs rôles respectifs à faire croître la CEC et à affirmer sa position en tant que partenaire social pertinent sur la scène européenne.

Modéré par M. Luigi Caprioglio, Secrétaire général de la CEC European Managers, le débat a été animé par M. Silvestre Bertolini, Président de la CIDA, l'organisation italienne représentant les cadres italiens, Mme Annika Elias, Présidente de la CEC European Managers et M. Gianfranco Polillo, économiste et ancien Sous-secrétaire d'État du gouvernement italien.

La première présentation a été faite par M. Bertolini, qui a souligné l'importance de se concentrer sur la reprise et la croissance économique et la nécessité d'adopter une orientation politique différente et de nouvelles mesures. Annika Elias a pris ensuite le relais dans la discussion, en rappelant d'abord combien les tensions globales internationales jouaient un rôle important sur les perspectives concrètes de croissance et de reprise économique. Elle a ensuite insisté sur le fait que toutes les réformes structurelles adoptées pendant la crise ont été une étape nécessaire pour moderniser les économies européennes, mais qu'elles ont eu un coût social souvent trop élevé. Les efforts de modernisation devront continuer (y compris ceux concernant les systèmes de protection sociale), mais sans remettre en cause les niveaux actuels de protection sociale qui sont à la base du modèle social européen et l'un de ses traits distinctifs.

Les participants à la table ronde.

Pour finir, M. Polillo a tiré des conclusions sur l'état actuel de l'économie européenne, qui exige une coordination renforcée des mesures adoptées par les gouvernements nationaux. Il est nécessaire que les pays européens s'accordent sur un «compromis», visant la croissance et la reprise économiques communes. Pour ce faire, les gouvernements européens doivent être prêts à renoncer à certaines politiques qui, dans une perspective nationale, pourraient être favorables, mais qui, dans un contexte européen, risqueraient d'amplifier les effets de la crise même.

Le débat sur les conséquences de la crise sur notre tissu social et économique et les bonnes stratégies à mettre en œuvre pour la dépasser reste placé au sommet de l'agenda des partenaires sociaux européens et des représentants de la société civile.



De gauche à droite: M. Silvestre Bertolini, Président de la CIDA, Mme Annika Elias, Présidente de la CEC European Managers, M. Gianfranco Polillo, économiste et ancien sous-secrétaire d'Etat, M. Luigi Caprioglio, Secrétaire général de la CEC European Managers et modérateur de la table ronde.

La CEC et Eurocadres présentent une déclaration commune sur le rôle des cadres et des professionnels en matière de RSE



Mme Annika Elias participe au panel du premier jour de conférence.

Lors d'une conférence européenne organisée à Bruxelles les 26 et 27 novembre derniers, Eurocadres et la CEC European Managers ont présenté une déclaration commune sur le rôle que les cadres et professionnels jouent dans l'élaboration des stratégies et des politiques adoptées par les entreprises en matière de RSE. Plus d'une soixantaine de cadres, de professionnels, d'experts en RSE et d'universitaires ont participé à cette rencontre de deux jours, qui est venue conclure un projet européen initié l'année dernière.

La conférence a été ouverte par les présidents des deux organisations membres du projet, M. Martin Jefflén d'Eurocadres et Mme Annika Elias de la CEC European Managers. Durant leurs discours et parmi les thèmes abordés, M. Jefflén a présenté le contenu de la déclaration commune et a rappelé combien la participation des cadres et des professionnels pouvait être cruciale dans la définition et la mise en œuvre des stratégies de RSE. De même, Mme Elias faisait remarquer que les cadres et professionnels se trouvent dans la position optimale pour faire passer le message qu'adopter une approche basée sur la RSE, c'est aussi une question d'affaires. De manière plus détaillée, cette position commune souligne en premier lieu qu'une implication insuffisante des cadres et des professionnels dans la définition et la mise en œuvre de stratégies de RSE est en elle-même l'une des raisons du faible succès de la RSE, malgré le rôle que les cadres jouent dans la « conceptualisation » et la définition de toutes les stratégies

de l'entreprise, et malgré leurs fonctions d'intermédiaires entre les employeurs et travailleurs ordinaires. Pour cette raison, et afin de prévenir les situations de conflit d'intérêts pour les cadres, il est nécessaire de s'assurer que les cadres soient représentés non seulement au niveau de l'entreprise où ils opèrent mais aussi à un niveau plus élevé, plus « politique », et qu'ils aient la possibilité de contribuer à la définition des stratégies de l'entreprise en matière de RSE. C'est dans ce sens qu'Eurocadres et la CEC European Managers demandent aux entreprises, aux syndicats et à la Commission européenne à pouvoir travailler en faveur d'une pleine intégration de la RSE au sein de leurs activités principales respectives, pour sensibiliser les entreprises sur les questions de RSE par le dialogue social et une pleine reconnaissance des cadres et professionnels comme acteurs clés dans la mise en œuvre de la RSE.

Ces interventions ont été suivies par une introduction thématique sur le concept de la RSE et sa nature multidimensionnelle, sur les développements les plus récents et les perspectives sur les possibles dispositions législatives futures et orientations politiques, mettant l'accent sur la mesurabilité. La première journée de la conférence s'est terminée par une discussion de groupe, fournissant une analyse plus « politique » non seulement sur le rôle des cadres en matière de RSE et les éventuels obstacles qu'ils peuvent rencontrer dans l'exercice de leurs tâches, mais aussi une « position » plus générale des stratégies de RSE en lien avec l'ensemble des orientations et obligations du marché et, plus particulièrement, du dialogue social. Tous les panélistes (qui comprenaient également un représentant de la Commission européenne ainsi que l'expert des questions de RSE du CEEP, le partenaire social européen représentant les employeurs des

services publics) ont reconnu que le dialogue social peut jouer un rôle fondamental dans la promotion de la diffusion des pratiques de RSE au sein des entreprises, mais seulement si les cadres et les professionnels ont la possibilité d'être entièrement représentés au sein de ce dialogue. Le deuxième jour de conférence, les participants ont été invités à participer à quatre groupes de travail présidés par des cadres et des professionnels qui ont partagé leur propre expérience sur la façon dont les politiques de RSE sont implémentées dans leurs entreprises. Parmi les cadres qui ont présidé les groupes de travail, deux représentants des associations membres de la CEC European Managers, la MPA (Grande-Bretagne) et la MAS (Slovénie) étaient présents. Pour finir, la conférence s'est clôturée sur un débat élargi avec des intervenants du public qui ont suggéré qu'il n'existait pas de solution unique pour accroître l'importance des politiques de RSE dans l'ensemble des stratégies de l'entreprise et renforcer en conséquence le rôle des cadres dans ce processus.



M. Ludger Ramme, Secrétaire général adjoint de la CEC European Managers, prend la parole à la conférence.

Grâce à ce projet commun, la CEC European Managers souhaite souligner une fois de plus l'importance de sa relation avec Eurocadres dans le but de faire entendre la voix des cadres en Europe, et de permettre que les attentes ayant des conséquences majeures pour la catégorie des travailleurs que la CEC et Eurocadres représentent trouvent leur juste visibilité sur la scène européenne.



Promoting Women's Leadership

Strategies to increase the Share of Women in Management Positions



PROJECT PARTNERS



ledarna



Le projet européen «Promouvoir le leadership des femmes» s'achève.

Un an après, le projet européen «Promouvoir le leadership des femmes» (lancé par la CEC European Managers et ses partenaires Eurocadres, Ledarna et CFE-CGC) s'achève avec la publication de deux études pour le grand public.

Ce projet qui a reçu le soutien de la Commission européenne, visait à enquêter sur les causes de la faible proportion de femmes occupant des postes de direction, et a abouti à l'élaboration de deux documents. Tout d'abord, une étude produite par le Professeur Linda Senden de l'Université d'Utrecht couvrant deux questions principales: à quelle rapidité la situation de la représentation des femmes a changé chez les employés cadres en Europe (et si celle-ci a changé) et quel a été l'impact des dispositions législatives et des mesures volontaires adoptées par les entreprises européennes pour augmenter le nombre de femmes dans les postes de l'encadrement.

Outre cette étude, une compilation des meilleures pratiques a été réalisée par Mirella Visser, experte sur la question des femmes et du management: basé sur des entretiens avec des femmes cadres et des experts en ressources humaines d'une sélection d'entreprises européennes, ce rapport présente les mesures et les politiques efficaces qui ont été adoptées au niveau des entreprises en termes de conditions de travail, fondées sur le principe que l'intégration des femmes est « bon pour les affaires », et intègre les expériences personnelles des femmes interrogées.

La version finale de ces deux documents en trois langues (anglais, français et allemand) sera disponible en téléchargement sur le site du projet www.womeninmanagement.eu fin janvier ; un événement de présentation sera organisé en février au Parlement européen.

➤ Pour plus d'informations, veuillez visiter régulièrement le site www.womeninmanagement.eu



La CFE-CGC a célébré ses 70 ans

La CFE-CGC a célébré lundi 8 décembre 2014 ses 70 ans à Paris, plus précisément à la salle Wagram, à deux pas de la Place Charles de Gaulle-Etoile. Un choix symbolique puisque c'est à cet endroit que s'est tenu, le 24 juin 1945, le premier congrès confédéral de la CFE-CGC. 400 représentants CFE-CGC venant des fédérations, des régions et de la confédération se sont retrouvés pour revenir sur sept décennies d'évolution mais surtout pour affirmer clairement les priorités dans les mois à venir. La journée s'est déroulée autour de tables rondes avec des invités rappelant les raisons de la création de la CGC et les valeurs qui fondent la CGC devenue CFE-CGC. Ces valeurs sont plus que jamais d'actualité 70 ans plus tard et la situation économique et sociale actuelle, en France et en Europe, exige une mobilisation des cadres pour contribuer au redressement économique et à l'amélioration des conditions d'emploi.

Cette journée d'anniversaire a notamment été marquée par la visite de François Rebsamen. Accueilli cordialement par l'assemblée de

militants syndicaux, le ministre du Travail a loué les qualités de la CFE-CGC : «70 ans, c'est la force des compétences et de l'expérience, la force de l'âge. Votre organisation est à l'image de la société. Elle reflète l'ascension des classes moyennes et dont vous vous faites toujours le relais. Vous êtes aussi le symbole de la féminisation du monde du travail. Oui, le sort des cadres doit être pris en compte. Ils doivent être davantage valorisés car ce sont eux qui mettent en œuvre le changement en entreprise». Il a également livré un message du Président de la République François Hollande et du Premier Ministre Manuel Valls, soulignant l'apport des actions de la CFE-CGC à la société française, dans son ensemble, et pas seulement pour les cadres.

Pour ce moment festif, la CFE-CGC avait convié les représentants de la CEC, organisation européenne des cadres à laquelle adhère la CFE-CGC. La CEC a pu répondre à cette invitation, en la personne de son Secrétaire général adjoint, Ludger Ramme, présent lors des festivités.



De gauche à droite: M. Christophe Lefèvre, Secrétaire national de la CFE-CGC; Mme Carole Couvert, Présidente de la CFE-CGC et M. Ludger Ramme, Secrétaire général adjoint de la CEC European Managers.



MANAGERS'
ASSOCIATION
OF SLOVENIA

La Belle et la Bête: ne sous-estimez pas le pouvoir des talents

Conférence internationale sur l'inclusion et l'égalité en Slovénie.

L'Association des managers de Slovénie (MAS) et le Ministère du Travail, de la Famille, des Affaires sociales et de l'Égalité des chances slovène ont élaboré, ensemble, un programme intitulé Include.all. Ce programme, qui a reçu des aides européennes pour sa conception, a pour objectif d'atteindre ces prochaines années en Slovénie, un niveau élevé de représentation des femmes dans les postes de direction, dans le management et en politique.

Une des initiatives prévues dans le programme Include.all est la préparation d'un modèle de six outils qui aidera les entreprises, les dirigeants et cadres, à réduire les écarts entre les hommes et les femmes au sein de leurs organisations. Une autre activité, également très importante, est la

conférence internationale sur l'égalité des genres. Elle se tiendra en Slovénie les 5-6 février 2015.

Les conférenciers et panélistes seront Violeta Bulc (Commissaire européenne), Anja Kopač Mrak (Ministre du Travail, de la Famille, des Affaires sociales et de l'égalité des chances en Slovénie), Madi Sharma (Comité économique et social européen), Andreja Kodrin (Challenge Future), Sarah Rutherford (Rutherford Research), Allyson Zimmermann (Catalyst Europe), Sofia Falk (Wiminvest), Simona Paravani-Mellinghoff (expert en gestion des services bancaires, des talents et en inclusion)... de grandes et talentueuses femmes issues de différents milieux.

Toutes les informations sur le programme de la conférence, les conférenciers et le formulaire

d'inscription (gratuite) sont disponibles sur: <https://conferenceincludeall.wordpress.com/>.



INCLUDE.ALL

Cette conférence, en partie subsidiée par la Commission européenne, fait partie du projet MAS Include.All.

Pour plus d'informations, veuillez, S.V.P, contacter Natalie C. Postružnik par courriel : natalie@nikrmana.eu.



Réunion eTIC à Berlin: la révolution numérique et ses effets sur l'emploi



Les participants à la réunion eTIC à Berlin

Les représentants de la fédération européenne sectorielle eTIC se sont réunis à Berlin le 28 novembre dernier pour un colloque et pour adopter plusieurs résolutions concernant les récents développements dans le secteur. L'échange sur les dimensions sociales des scénarios de consolidation du secteur a également porté sur l'implication des cadres moyens dans

le processus de prise de décisions dans les entreprises.

Le Président de l'eTIC, Sebastian Müller, et le Secrétaire général, Thierry Meurgues, ont accueilli les participants près de la Porte de Brandebourg à Berlin. A la fin de la première journée d'échanges, les participants ont pris plusieurs décisions sur les sujets les plus récents du secteur, tels que de

trouver un accord rapide sur les droits fondamentaux dans l'environnement numérique et une norme européenne de protection des données privées. La réforme européenne de la protection des données est un pas en avant : elle conduira non seulement à un contrôle plus efficace des personnes de leurs données personnelles mais aussi à aider les entreprises à opérer et innover au sein du marché unique européen. L'objectif au niveau européen est de développer une feuille de route efficace en matière de sécurité informatique. Cela comprend avant tout, l'obligation que la confidentialité des données soit réglementée dans toute l'Europe selon une norme standard élevée. Pour l'eTIC, il est urgent d'obtenir un large soutien au principe que les entreprises non-européennes, lorsqu'elles offrent des produits et des services aux consommateurs européens, appliquent les normes européennes de protection des données et l'accord sur les droits numériques fondamentaux.



Oui à la manœuvre, mais pas de marche arrière

Le 20 novembre dernier, la CIDA a tenu une conférence de presse sur le contenu de la loi de stabilité 2015 à la salle de presse de la Chambre des Députés. Le Président de la CIDA, Silvestre Bertolini et le Professeur Gustavo Piga (économiste) ont commenté ce projet de loi et, à la fin de la conférence de presse, les propositions de la CIDA ont été transmises à la Présidence du Conseil.

Selon le Président de la CIDA, il est nécessaire de promouvoir la croissance et la compétitivité. La voie serait de renégocier le plafond de 3% de déficit sur le PIB, imposé par le Pacte fiscal et de pouvoir dépasser ce plafond au cours des trois prochaines années. Cela permettrait de trouver les ressources nécessaires pour ne pas taxer l'épargne des italiens et de stimuler les investissements publics, libérant ainsi pour 2016, 1,2% du PIB et 2,3% en 2017 (24 milliards en 2016 et 46 milliards en 2017). La

moitié de ces ressources pourrait être utilisée pour réduire la pression fiscale et l'autre moitié (environ 1% du PIB) pour les investissements publics. La croissance du PIB pourrait réduire la dette publique et redonner

confiance à l'Italie, avec des avantages supplémentaires pour les caisses de l'Etat, l'emploi et la production industrielle.



M. Silvestre Bertolini, Président de la CIDA, lors de la conférence de presse à la Chambre des députes italienne.